



## Quand le socialisme s'écrivait au pluriel

---

Bruno Poncelet ■ Décembre 2021

« *Nous vivons une époque épique, et pourtant nous n'avons plus rien d'épique.* »

Ces mots, couchés sur le papier par le chanteur anarchiste Léo Ferré (1916-1993), n'ont pas pris une ride depuis qu'ils ont été enrobés de musique, il y a un demi-siècle environ. À l'heure des tablettes et *smartphones*, l'impression d'avoir un cerveau de rechange à portée des doigts a beau nous gorger du sentiment de tout savoir, nous n'en sommes pas moins perdus dans le brouillard épais de l'histoire. En accaparant continuellement notre attention par d'innombrables et brèves sollicitations, les écrans nous confinent dans un univers d'immédiateté où l'instant enflé et gagne tellement en importance que le sens des perspectives s'étiolé et se brouille. Qu'est-ce qui relie *hier* à *aujourd'hui* ? Savons-nous ce que nos modes de vie doivent aux générations passées ? Nous qui pensons souvent que les idéologies sont fanées, avons-nous seulement en mémoire la manière dont elles ont jadis fleuri pour façonner nos démocraties ?

## La société médiévale

Durant plus de 1.000 ans (ce qui n'est pas rien), l'Occident a connu des régimes politiques reposant *grosso modo* sur le consensus suivant : à la noblesse, les armes et le privilège d'être « bien né » ; au clergé, l'enseignement et le droit à définir le sens collectif de la vie ; aux autres, un destin souvent modeste inféodé aux caprices du temps et des puissants. En ces époques reculées, l'inégalité de rang et de naissance était un idéal prôné par les élites qui envisageaient le monde comme un emboîtement pyramidal d'obligations hiérarchisées : les gens modestes devaient obéissance à leur Seigneur, les petits nobles devaient ployer le genou devant des nobles plus puissants, tous devaient se soumettre à la volonté du Roi tandis que l'humanité entière était vue comme l'œuvre et l'Enfant de Dieu. Pour cette raison, l'église parsemait villes et campagnes de temples dédiés au culte divin (chapelles, églises, cathédrales, monastères...) tout en pourchassant les hérétiques coupables de crimes sataniques. Chimère dangereuse, la liberté d'expression était alors sanctionnée par un arsenal de peines pouvant aller de l'assignation à résidence à la condamnation à mort. Au nom de la grandeur de Dieu, d'innombrables personnes furent passées au fil de l'épée ou brûlées sur un bûcher, notamment dans les colonies où les peuples asservis étaient considérés comme des pêcheurs à convertir - de gré ou de force - fussent-ils en mourir.

Ce corset religieux dura longtemps avant de voler en éclats sous les uppercuts d'une classe sociale montante : la bourgeoisie. Enrichie par le commerce colonial, celle-ci croyait encore parfois en Dieu mais ne supportait plus un monde où la noblesse lui serait toujours supérieure. En lieu et place, elle rêvait d'une société aiguillée par la liberté d'entreprendre ce que chacun désirait : activités manufacturières, commerce, arts et recherches scientifiques... L'important était de pouvoir exprimer ses talents sans avoir à craindre les foudres du pouvoir royal ou l'Inquisition ecclésiastique. Au cours des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, les royaumes européens furent ainsi secoués - de façon variable d'un pays à l'autre - par des dynamiques révolutionnaires qui accouchèrent d'un monde où l'église et le Roi étaient dépossédés du monopole des décisions et devaient céder une place, plus ou moins large selon les pays, à la bourgeoisie et à son idéologie libérale.

## L'émergence du libéralisme : continuités et ruptures avec l'ordre ancien

Au sortir de l'ère médiévale, le libéralisme fut d'abord et avant tout un grand projet philosophique : il visait à empêcher les pouvoirs centraux (comme le Roi ou l'église) de contraindre ou de brimer les individus dans leurs aspirations personnelles. En mettant le pied à l'étrier du pouvoir, les partisans de ce nouvel ordre social ont apporté avec eux une partie de ce que l'on nomme aujourd'hui les libertés fondamentales : droit à la vie privée, garantie de la propriété, séparation de l'état et des institutions religieuses traditionnelles, liberté d'expression sans craindre la censure ou les foudres de la justice, encouragement des arts et des sciences, etc. Autant de droits garantis et reconnus par les constitutions des démocraties modernes, où l'ordre légal vise notamment à protéger les individus de l'arbitraire du pouvoir au sein de sociétés ostensiblement tournées vers le progrès technologique.

Si le libéralisme philosophique a largement contribué à faire imploser l'ordre social médiéval - en le présentant comme un carcan cruel et oppressant -, le monde dont il accoucha n'était que partiellement différent. Tout d'abord, la culture humaniste puise ses racines identitaires dans le christianisme et prolonge (au moins autant qu'il ne rompt avec) ce courant religieux qui a profondément façonné l'histoire de l'Occident<sup>1</sup>. Ensuite, la mise en avant des libertés individuelles ne remet que très partiellement en cause les inégalités établies depuis des siècles, profondément ancrées dans l'inconscient culturel des populations. Raison pour laquelle le nouvel ordre social - qu'on pourrait qualifier de libéral-chrétien - n'en reste pas moins étouffant pour un grand nombre de gens.

Dans les colonies tout d'abord, le racisme avait force de loi. Cela justifiait le maintien de cruautés et d'oppressions instaurées à l'époque médiévale au nom de Dieu, puis maintenues à l'ère moderne au nom du progrès des civilisations. Assimilés à des enfants incultes et naïfs ayant tout à apprendre de l'Homme blanc, les peuples autochtones et les gens de couleur n'étaient pas considérés comme des humains à part entière : on attendait d'eux qu'ils se soumettent avec respect aux caprices et exigences des Maîtres blancs. Et si la guerre d'Indépendance aux Amériques (1775-1783) va profondément marquer les consciences et inspirer de nombreux débats philosophiques dans la vieille Europe, les partisans de cette démocratie naissante omettront un détail pourtant crucial : les peuples autochtones n'y ont pas leur place. Pour eux, l'indépendance des états-Unis rime toujours avec un régime tyrannique cherchant à prendre possession de leurs terres via une colonisation militaire effrénée. Pour n'en donner qu'un exemple, c'est en 1890 qu'a lieu le massacre de *Wounded Knee*, au cours duquel plusieurs centaines d'Indiens sont massacrés par l'armée américaine.

De même, jugées inférieures « par nature » aux hommes, les femmes étaient limitées dans leurs aspirations et leurs droits en étant légalement soumises à l'autorité du père ou du mari. Considéré comme seul véritable chef de famille, le sexe mâle avait toujours la préséance, privant les femmes d'horizon émancipateur en les cantonnant dans un rôle de faire-valoir, où ni leur parole ni leur volonté n'étaient prises en compte par la société. Au moment de rebattre les cartes des identités et des écarts de rangs dus à la naissance, cet héritage patriarcal fut parfois l'objet de débats, mais ceux-ci restèrent trop minoritaires pour bouleverser en profondeur l'adage établi selon lequel la seule place convenable pour une femme est d'être soumise à son mari.

<sup>1</sup> L'anthropologue Pol-Pierre Gossiaux (1942-2016) a rédigé une merveilleuse anthologie sur le sujet : *L'homme et la nature - Genèses de l'anthropologie à l'âge classique 1580-1750*, Bruxelles, De Boeck Université, 1995 (1<sup>ère</sup> édition : 1993).

Enfin, la mise à bas de l'Ancien Régime fut radicale sur un point précis : on jeta au fossé certains droits collectifs reconnus aux plus humbles. Car si l'époque médiévale n'était pas tendre pour les « petites gens », la charité chrétienne et les coutumes établies imposaient aussi un jeu d'obligations rituelles visant à ménager certains droits collectifs... que la philosophie libérale fit voler en éclats. Un exemple célèbre, en Angleterre, fut la privatisation de nombreuses terres communales jusqu'alors accessibles aux paysans et villageois. Ces terres collectives furent privatisées et clôturées pour élever des moutons alimentant en laine l'industrie textile, privant au passage les habitants locaux de leur droit d'usage et des ressources nutritives qu'ils en tiraient. Basculant dans la pauvreté, ceux-ci furent alors poussés à migrer vers les villes où un sombre destin les attendait : les mines et l'industrie textile. Bien qu'inégalitaires dans l'âme, les règlements des corporations et guildes médiévales offraient jadis aux artisans un cadre réglementaire stable, avec certaines protections minimales et une progression de leur statut au fil du temps. Mais l'avènement de la bourgeoisie et des idées libérales bouscule cet héritage ancestral pour instituer, en lieu et place, une sorte de gouvernement « naturel » où les obligations rituelles institutionnalisées de partage n'ont plus leur place.

Dans la France du XVIII<sup>e</sup> siècle, par exemple, l'école des Physiocrates emmenée par François Quesnay (le médecin personnel du roi Louis XV) rêve de mettre en place un *gouvernement de la nature*, où le rôle de l'état se réduit à la portion congrue. Dissertant sur les droits et devoirs de l'humanité, François Quesnay évoque les libertés naturelles en ces termes : « Le droit naturel de l'homme peut être défini vaguement (comme) *le droit que l'homme a aux choses propres à sa jouissance* ». Ainsi, « un enfant, dépourvu de force et d'intelligence, a incontestablement un droit naturel à la subsistance, fondé sur le devoir indiqué par la nature au père et à la mère. » Toutefois, pour François Quesnay, l'égalité n'est pas de mise car le mérite des uns n'est pas celui des autres : « en considérant les facultés corporelles et intellectuelles (...) de chaque homme, nous y trouverons encore une grande inégalité relativement à la jouissance du droit naturel des hommes. » Aussi quand le sort s'acharne sur certains, rien ne justifie qu'on cherche à soulager leur douleur par des remèdes publics : « Si le père et la mère de l'enfant meurent, et que l'enfant se trouve, sans autre ressource, abandonné inévitablement à son impuissance, il est privé de droit naturel, et ce droit devient nul. ». Si cela peut paraître choquant, Quesnay justifie son insensibilité par la volonté de respecter « les desseins de l'être Suprême dans la construction de l'univers » qui sont, à ses yeux, les meilleurs garants du bonheur pour le plus grand nombre : car « si on examine ces règles avec attention, on apercevra au moins que les causes *physiques* du mal *physique* sont elles-mêmes les causes des biens *physiques*, que la pluie, qui incommodé le voyageur, fertilise les terres ; et si on calcule sans prévention, on verra que ces causes produisent infiniment plus de bien que de mal. »<sup>i</sup>

Loin de rompre avec l'héritage chrétien, la philosophie libérale y trouve donc plutôt l'inspiration pour contester la place et le rôle dévolu aux institutions étatiques, lesquelles doivent s'effacer au maximum (mais nullement disparaître) afin que règne l'harmonie « naturelle » entre les individus. Si l'état a du sens, c'est précisément en tant que garant des libres interactions humaines qu'il doit protéger et préserver avant tout. En adoptant le décret d'*Allarde* et la *loi Le Chapelier* en 1791, la France abolit ainsi les formes anciennes de régulation du travail pour interdire la création de collectifs à caractère social (comme les mutuelles ou les syndicats), accusés de brider le libre jeu des interactions au sein des activités manufacturières.

Cette idée d'harmonie naturelle, garantie par un état qui s'efface autant que possible de l'organisation des activités productives, va être reprise et amplifiée par un professeur de philosophie morale nommé Adam Smith. En 1776, publiant ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, il fournit la doxa libérale du nouveau bréviaire des temps modernes : autant que faire se

peut, l'état doit laisser libre cours aux forces du marché, car le jeu de la concurrence assure les meilleurs rendements possibles, garantissant ainsi la prospérité d'une nation et le progrès des arts et des sciences. Une idée d'inspiration newtonienne, le mouvement des individus au cœur du marché étant censé être aussi harmonieux que les forces de la gravitation céleste qui gouvernent l'univers.<sup>ii</sup>

## Le libéralisme : un nouvel ordre religieux ?

Le libéralisme s'inscrit donc en rupture mais aussi en continuité avec l'ordre ancien. Il veut en finir avec les privilèges de rang dus à la naissance, transformer l'état en garant de nouvelles libertés fondamentales, et confier au libre jeu du marché le soin de générer richesses et progrès - artistiques, scientifiques et technologiques - qui permettent à l'humanité d'avancer vers un monde meilleur. Plus harmonieux. Plus prospère. Plus inventif. Même si le bonheur n'étreindra pas tout le monde avec la même chaleur, voire boudera certains. Avec honnêteté, Adam Smith reconnaît dans la *Richesse des nations* qu'il ne sait pas très bien à quel sort son système voue « la plus basse classe des plus simples manœuvres » - autrement dit, les ouvriers sans la moindre qualification.

Dissertant sur le sujet, Adam Smith se perd dans diverses conjectures. Tout d'abord, il constate que le paiement des salaires doit au moins garantir la survie des ouvriers de générations en générations : « il faut de toute nécessité qu'un homme vive de son travail, et que son salaire suffise au moins à sa subsistance ; il faut même quelque chose de plus dans la plupart des circonstances, autrement il serait impossible au travailleur d'élever une famille, et alors la race de ces ouvriers ne pourrait pas durer au-delà de la première génération. [...] Il faut, par conséquent, que les plus pauvres ouvriers tâchent, l'un dans l'autre, d'élever quatre enfants pour que deux seulement aient une chance de parvenir à l'âge viril. » Ensuite, il ose la comparaison suivante : sachant que « le travail d'un esclave bien constitué est estimé valoir le double de sa subsistance », sans doute « celui de l'ouvrier le plus faible ne peut pas valoir moins que celui d'un esclave bien constitué » ? Parvenu à ce stade de la réflexion, Adam Smith s'arrête et se répète. Il s'embrouille avant de rebrousser chemin : « il paraît au moins certain que, pour élever une famille, même dans la plus basse classe des plus simples manœuvres, il faut nécessairement que le travail du mari et de la femme puisse leur rapporter quelque chose de plus que ce qui est précisément indispensable, pour leur propre subsistance ; mais, dans quelle proportion ? [...] C'est ce que je ne prendrai pas sur moi de décider. C'est peu consolant pour les individus qui n'ont d'autre moyen d'existence que le travail. »<sup>iii</sup>

Même si l'industrie n'en est encore qu'à l'aube de sa floraison quand Adam Smith rédige ses lignes, son credo est clair : pour que la prospérité surgisse et se maintienne en vol, l'état doit se faire modeste et éviter - autant que faire se peut - les intrusions dans la sphère des activités productives... Quitte à fermer les yeux sur le destin peu enviable des nombreuses personnes sacrifiées à ce grand dessein.

Reformulons les choses : là où le clergé assurait jadis le lien institutionnel et spirituel avec Dieu, se ménageant ainsi une influence légitime auprès de la noblesse médiévale, ce sont désormais les entrepreneurs et les investisseurs qui accaparent l'attention du monde politique en devenant les principaux médiateurs du genre humain avec les lendemains qui chantent. C'est-à-dire l'amélioration des arts, le perfectionnement des sciences, l'accumulation de richesses et le progrès des civilisations. Sorte de nouveau *peuple élu*, le monde des entrepreneurs est auréolé d'une mission sacrée (assurer le développement des richesses, des infrastructures et des technologies) qui lui vaut désormais l'oreille des gouvernements et la protection de l'état, qu'importe les méfaits et cruautés qu'il puisse commettre pour parvenir à ses fins.

En effet : comme toujours quand aucun contre-pouvoir n'est autorisé à exister sur un lieu où s'exerce une autorité centralisée, les patrons d'entreprise ou les contremaîtres malveillants peuvent largement abuser de la situation : les règlements médiévaux protégeant *a minima* artisans et ouvriers étant abolis, les voilà libres de transformer leurs petits royaumes manufacturiers en parfaites dictatures. Dans un monde où l'esclavage et les domestiques de maison font partie des mœurs et coutumes, pourquoi veiller au bien-être de cette nouvelle couche sociale en pleine expansion : les travailleurs salariés ? Hommes, femmes, enfants : dans les mines et usines naissantes, tous sont astreints à un travail dur, pénible, monotone, répétitif, dangereux. Les horaires atteignent aisément seize heures par jour (six jours par semaine) pour des salaires indigents permettant à peine de nourrir sa famille ou de se loger minablement. Dans un rapport daté de 1865, un médecin sensible au sort des pauvres décrit comme suit les quartiers ouvriers de Bradford en Angleterre : « Dans une cave de 1 500 pieds cubes, 10 personnes vivent ensemble... Vincent street, Green Air Place et the Leys abritent 1 450 habitants dans 223 maisons pour 435 lits et 36 latrines... Par lit, j'entends le moindre rouleau de guenilles crasseuses, la moindre poignée de copeaux ; chacun d'entre eux contient en moyenne 3,3 personnes, parfois 4, voire 6 personnes. Beaucoup dorment sans lit, tout habillés à même le plancher, jeunes hommes et jeunes femmes, mariés et non mariés, pêle-mêle. Est-il besoin d'ajouter que ces logis sont la plupart du temps des antres obscurs, humides, sales et empuantis ? »<sup>iv</sup> à cette soupe déjà bien amère pour le monde ouvrier, il faut ajouter les ingrédients nauséabonds d'une vie au travail sans le moindre droit à une protection légale : brimades quotidiennes, exposition sans protection à des produits toxiques, violences physiques ou sexuelles, bras ou jambes happées par une machine sans le moindre dédommagement, sans oublier le licenciement des « agitateurs » cherchant à transformer les rancœurs individuelles en revendications collectives. Proscrites par l'état, celles-ci donnent lieu à l'intervention des forces armées pour mater toute graine de rébellion. L'important étant que les usines continuent de tourner pour assurer la prospérité nationale.

## Le socialisme : un refus des injustices aux nuances variées

Cette tyrannie légale se généralise au XIX<sup>e</sup> siècle, avec l'industrialisation de pays comme l'Angleterre et la Belgique. Chemin faisant, elle frappe des couches de plus en plus larges de la population européenne. Qu'ils soient poussés vers la misère par la privatisation de biens communs (terres communales) ou abusés par la cupidité de grands négociants leur imposant des prix d'achat en-dessous du seuil de rentabilité, d'innombrables petits propriétaires doivent vendre leurs biens pour survivre jusqu'à ce qu'il ne leur reste rien. Accoutumés à un travail qualitatif, nombreux sont aussi les artisans à voir commandes et clients s'étioler sous les coups de butoir de la concurrence industrielle, produisant massivement à bas prix des produits standardisés. Les centres urbains se gonflent ainsi d'une masse de gens sans ressources, prêts à tout pour échapper à la misère qui gagne du terrain. C'est dans ce contexte que naît le *socialisme*, un mot dont l'usage se répand à partir de 1833 pour dénoncer les injustices sociales mais aussi imaginer moult remèdes et solutions<sup>v</sup>. Car la boîte d'apothicaire du socialisme, loin d'être uniforme, propose des décoctions variées...

Pour commencer, prenons le chemin menant à Claude Henri de Rouvroy, comte de Saint-Simon (1760-1825). Après avoir participé à la guerre d'indépendance américaine contre l'Angleterre, cet officier s'en revient en France où il adhère aux idées révolutionnaires. En 1789, il se fait appeler citoyen *Bonhomme* avant de séjourner en prison où il se tourne vers la science et la philosophie. À certains égards, il est très proche des libéraux : comme eux, il croit aux vertus de la science et de l'industrie. Mais là où ces derniers veulent un état minimaliste pour laisser faire la libre concurrence marchande, Saint-Simon voit dans les structures publiques un moteur qui, correctement réglé, peut

soutenir les arts, les sciences et l'industrie. Il rêve d'un meilleur état, guidé par des élites éclairées tels qu'artistes, architectes, ingénieurs, savants et industriels unissant leurs efforts pour construire de nouvelles infrastructures sur le territoire et, par leur élan, encourager le développement des forces productives... tournées vers le bien commun. épris de christianisme, Saint-Simon aspire en effet à une fraternité universelle que ses disciples tenteront, vaille que vaille, d'incarner après sa mort.<sup>vi</sup>

Autre profil, autre socialisme. Né dans une riche famille marchande de Besançon, Charles Fourier (1772-1837) découvre très tôt, auprès de son père, les secrets de la réussite familiale faite d'entourloupes diverses et de roueries malsaines qui l'éloignent d'une voie toute tracée. Touché en plein cœur par la misère humaine, il ne reprend pas le flambeau familial mais dénonce au contraire les ravages de l'industrie sur une grande partie de la population : « combien la nature est sage », écrit-il, « en inspirant aux sauvages un profond dédain pour cette industrie civilisée, fatale à ceux qui l'exercent et profitable seulement aux oisifs et à quelques chefs ! »<sup>vii</sup>. Rêvant d'un monde meilleur, il s'interroge sur ce qui peut rapprocher les humains. Influencé par les travaux de Newton (1642-1727) sur la gravitation universelle et l'attraction des corps célestes, le mot *passions* surgit dans son esprit. Plutôt que de contraindre les pauvres à courber l'échine devant des machines, il imagine l'association harmonieuse de 810 hommes et 810 femmes (combinant des caractères psychologiques compatibles entre eux) vivant ensemble dans une microsociété rurale : le phalanstère. Partisan de l'abolition de l'esclavage, de la libération des femmes, d'une meilleure vie pour les enfants et de la mise en place d'un système scolaire multiracial, Charles Fourier veut tout reprendre à zéro et débarasser le monde des tares héritées du passé. D'Europe en Amérique, une trentaine de « communautés idéales » verront ainsi le jour...<sup>viii</sup>

Bien que leur éclat fut limité dans le temps, et leur influence sur le cours de l'histoire plutôt marginale, ces expériences de vie coopérative ont suscité l'enthousiasme jusque dans les rangs patronaux. Comme tout groupe social, l'univers des grands propriétaires est parsemé de nuances, de valeurs et d'opinions divergentes. Bien qu'un grand nombre d'entre eux soient taillés dans un marbre d'indifférence aux souffrances ouvrières, les patrons du XIX<sup>e</sup> siècle comptent également dans leurs rangs des humains pour qui la soif de profits n'est pas l'unique horizon. Plutôt que d'amasser des fortunes colossales dans le seul but d'en jouir avec leur famille, d'aucuns décident de réinvestir massivement l'argent gagné... dans le bien-être des travailleurs.

C'est notamment le cas de Robert Owen (1771-1858), directeur général de l'usine de filature de New Lanark en Angleterre. De son propre chef, il diminue le temps de travail des ouvriers, abolit les amendes, agrandit leurs logements, améliore l'hygiène et ouvre des magasins bon marché. Plutôt que de forcer les enfants à travailler, il aménage des jardins à leur intention et permet à leurs parents de suivre des cours du soir pour s'instruire et développer leur intelligence. Un pari judicieux, payé en retour par de meilleurs rendements ! Et bien qu'Owen ne parvienne pas à reproduire avec succès son expérience ailleurs, il inspire tout de même des initiatives semblables à d'autres chefs d'entreprise<sup>ix</sup>. Dans le nord de la France, c'est notamment le cas de Jean-Baptiste André Godin (1817-1888), créateur de la société des poêles en fonte Godin. En 1880, marqué par l'expérience d'Owen et les Phalanstères de Charles Fourier, cet ancien ouvrier crée une association (le Familistère de Guise) pour transformer son usine en coopérative de production. Les bénéfices réalisés sont mis en commun pour financer un *palais social*, où les ouvriers sont logés dans des conditions d'hygiène et de confort proches des standards bourgeois. Leurs appartements sont lumineux. Ils ont accès à l'eau potable, à des douches, à une piscine, à des activités culturelles et peuvent même confier leurs nouveaux-nés à une nurserie, puis à l'école du palais social. Alors que la sécurité sociale n'a aucune existence légale, la coopérative du Familistère finance également des caisses de secours pour venir en

aide aux ouvriers malades, aux ouvrières victimes d'un accident du travail, ou encore offrir une retraite à celles et ceux qui ont dépassés les 60 ans<sup>x</sup>.

Mutuelles, coopératives, libres-associations : tous ces mots vibrent et chantent également sous la plume d'un célèbre théoricien du socialisme nommé Pierre Joseph Proudhon (1809-1865). Inventeur du terme « plus-value », il reproche au patronat de voler les ouvriers en fixant des rémunérations individuelles qui ne tiennent jamais compte des gains de productivité générés par la force du groupe. Épris de démocratie et de libertés, il veut en finir avec les pouvoirs centralisés qui confisquent l'autonomie des gens pour leur imposer, en politique comme dans les usines, une autorité qu'il juge malsaine. En lieu et place, Pierre Joseph Proudhon imagine un monde reposant sur des libres associations locales : la commune en politique, la coopérative pour les activités productives. Ces libres associations locales pourraient ensuite s'associer les unes aux autres pour former des fédérations plus larges, où l'entraide et la solidarité iraient de pair avec des choix démocratiques. Par sa volonté d'en finir avec l'état, Proudhon est clairement un anarchiste... aussi épris d'éducation populaire. Pacifiste, il rêve de réformes radicales où l'égalité et la liberté avanceraient main dans la main, sans faire couler le sang. À sa mort, il est l'un des grands inspirateurs des révoltes ouvrières qui secouent la France. Mais avec le temps, l'histoire le fera passer dans l'ombre d'un autre grand théoricien du mouvement ouvrier (duquel il fut proche avant de devenir un ennemi personnel) : Karl Marx.

Indéniablement, Karl Marx (1818-1883) est un théoricien de génie. Curieux de tout, puisant à toutes les sources possibles et imaginables, son œuvre est un kaléidoscope passant de la sociologie au journalisme, de l'histoire à l'économie, des rapports de médecins sur la condition ouvrière aux grandes théories sur le capitalisme. Plus d'un siècle et demi après sa publication, de nombreuses pages du *Capital* continuent de décrire - trait pour trait - le fonctionnement d'une société (la nôtre) où l'accumulation de richesses toujours plus grandes, se concentrant entre des mains toujours moins nombreuses, crée des rapports de forces et de pouvoir d'une violence inouïe. Dans leur course à l'accumulation de capital, il constate par exemple que les capitalistes doivent sans cesse trouver de nouveaux débouchés pour éviter un essoufflement de leurs profits sous l'effet de la concurrence, déclenchant ainsi une expansion continue du capitalisme en quête perpétuelle de nouveaux territoires à conquérir et de nouvelles activités profitables. Écrit à une époque dominée par l'industrie textile et la sidérurgie, l'œuvre de Marx n'aurait eu aucune peine à accueillir les révolutions technologiques de l'automobile, de l'aviation, de la chimie, de l'électricité ou bien encore du numérique. Avec son comparse (et mécène) Friedrich Engels (1820-1895), il rédige en 1848 le *Manifeste du parti communiste*. Un livre petit par la taille, mais gigantesque par son retentissement. Contrairement à Proudhon qui n'aime pas la guerre, Engels et Marx pensent que les classes bourgeoises n'abandonneront jamais le pouvoir de leur plein gré, et qu'il revient au monde ouvrier de s'organiser pour le leur arracher. S'ensuivra une dictature du prolétariat provisoire (et très floue quant à son fonctionnement), auquel succèdera un monde radieux à l'égalité aussi parfaite que brumeuse : « à la place de l'ancienne société bourgeoise avec ses classes et ses oppositions de classes surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous. »<sup>xii</sup>

## Les socialismes : horizons, chemins à suivre et identité humaine

Brossé à la va-vite dans les lignes qui précèdent, le tableau du socialisme au XIX<sup>e</sup> siècle révèle suffisamment de nuances et d'oppositions pour comprendre qu'il faut conjuguer ce mot au pluriel. À l'instar des plantes qui se reproduisent en multipliant leurs graines, le socialisme fleurit d'emblée par une multitude de voix et de styles qui s'unissent principalement sur deux points communs : les injustices sont intolérables, et le marché ne peut pas être le centre de gravité de la société. Pour le reste, les débats sont ouverts...

Prenons le rôle de l'état : certains socialistes sont partisans de sa suppression pure et simple (à commencer par les anarchistes qui rêvent d'abolir toute forme d'autorité), les marxistes pensent qu'il est un mal provisoire (la dictature du prolétariat) appelé à disparaître pour qu'advienne la société libre du communisme, tandis que les saint-simoniens veulent plutôt réformer les structures publiques pour y accueillir artistes, industriels et scientifiques...

La ligne d'horizon n'est donc pas identique pour les uns et pour les autres, de même que varient les chemins qu'ils veulent suivre pour s'en approcher. D'aucuns sont partisans d'une lutte féroce révolutionnaire pour renverser les régimes en place et briser d'un coup les chaînes de la servitude (c'est le cas des marxistes mais aussi de nombreux anarchistes) ; d'autres veulent mettre en place des initiatives démocratiques locales (coopératives, libres associations, maison sociale du Familistère, phalanstères, réformes sociales dans l'usine de New Lanark...) qu'ils espèrent un jour généraliser à la société entière pour, à terme, étouffer la cupidité capitaliste.

Cette volonté d'universaliser les luttes pour un monde meilleur nous amènent à un autre trait commun aux socialismes : si l'on supprime les injustices à un endroit de la planète, ce n'est pas pour les laisser s'épanouir ailleurs. C'est donc le monde entier que la plupart des socialistes rêvent de transformer pour mettre un terme définitif à « l'exploitation de l'homme par l'homme ». Pour y parvenir, nombre de socialistes s'interrogent sur la nature humaine : est-elle altruiste et généreuse ? Ils questionnent également l'histoire pour comprendre la manière dont les pires vices (cruautés quotidiennes, indifférences au sort d'autrui...) sont apparus. Chemin faisant, ils en viennent parfois à rejeter certains stéréotypes identitaires dominant leur époque, quitte à s'aventurer sur un terrain miné.

C'est notamment le cas des Saint-Simoniens : après la mort du comte de Saint-Simon en 1825, ses disciples s'interrogent sur les rapports hommes-femmes et adoptent une position pour le moins avant-gardiste : l'égalité des sexes. Engagés sur cette voie, d'aucuns parmi eux s'interrogent sur le sens du mariage chrétien qui impose des liens de fidélité « jusqu'à ce que la mort sépare » mari et femme, le plus souvent au détriment de l'épanouissement de ces dernières. Audacieux, ils en viennent à imaginer une réforme du code civil pour instaurer deux types de mariages - l'un temporaire pour satisfaire les natures volages, l'autre plus durable afin de fonder une famille - avec une issue de secours : le divorce par consentement mutuel ! Dans une société éminemment patriarcale et moraliste, cette position audacieuse leur vaudra l'opprobre publique, payée au prix fort par les jeunes femmes saint-simoniennes mises au ban de la société, marquant ainsi le début de la fin pour ces précurseurs du féminisme...<sup>xiii</sup>

Bien entendu, tous les stéréotypes identitaires étaient loin d'être évacués dans les poubelles de l'histoire par les différents courants socialistes. Ainsi, Pierre Joseph Proudhon considérait les femmes comme inférieures aux hommes, tandis que nombre de socialistes étaient en accord (à des degrés

divers) avec les préjugés racistes de leur époque, considérant notamment les peuples autochtones colonisés comme inférieurs et moins évolués que leur propre société. C'était notamment le cas de Karl Marx pour qui le communisme primitif (comprenez : les sociétés indigènes) était un stade révolu de l'histoire humaine, dans laquelle il s'aventurait parfois - l'âme en peine - quand un raisonnement l'exigeait, mais toujours en pressant le pas afin de quitter au plus vite ces « robinsonnades » qui ne l'intéressaient guère.

Enfin, et en dépit de l'élévation philosophique sur les ressorts ultimes de l'âme humaine dont les socialistes étaient capables, cela n'empêchait guère entre eux des comportements parfois mesquins et des guerres d'egos - notamment entre les plus illustres figures du mouvement : Proudhon le pacifiste, Karl Marx le révolutionnaire et Bakounine (1814-1876) l'anarchiste...

## Les socialismes dans l'histoire

En dépit de leurs nombreuses dissensions et divergences de vues, les socialismes ont joué un rôle historique indéniable dans la démocratisation des sociétés occidentales.

Jugeons plutôt : aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, la chute des sociétés médiévales laisse place à des régimes politiques parlementaires où, en définitive, seule une poignée d'humains (des hommes blancs et riches) tiennent réellement entre leurs mains les rênes du pouvoir. Même si les privilèges dus au rang ou à la naissance sont formellement passés à la moulinette de l'histoire, les stéréotypes identitaires du passé ont la vie dure et les dents si robustes qu'ils maintiennent en place des systèmes hiérarchiques, basés notamment sur le racisme et le sexisme, avec des droits et des devoirs différents selon le groupe auquel on est identifié. Dans ce monde profondément inégalitaire, l'enthousiasme pour le progrès - matériel, technologique, scientifique - conjugué au développement des grandes industries débouche sur une situation apocalyptique pour les milliers de petites mains ouvrières.

Du côté des pouvoirs économiques et politiques, on mise avant tout sur les discours moralisateurs prêchant une soumission à l'ordre établi - en invoquant Dieu, la loi ou un mix des deux - pour garantir le train-train des activités manufacturières. Mais telle la chambre magmatique d'un volcan en phase de réveil, les ressentiments couvent et enflent au fur et à mesure que s'accumulent brimades et injustices. Jusqu'au jour où survient l'évènement de trop (anodin ou non) : un enfant est happé par une machine textile, une travailleuse est violée par un contremaître, une « grande gueule » qui ne se laisse pas faire est licenciée pour mauvaise conduite, le prix du pain augmente... Alors explose le volcan : à la violence quotidienne de l'organisation du travail, répondent les foudres ouvrières qui déversent leur colère en rue. Citoyens de seconde zone privés de droits fondamentaux, les petites mains dociles se muent en grévistes et émeutiers capables de tout renverser sur leur passage. Pour se faire entendre, ils saccagent parfois l'usine, brisent des vitres, incendient les locaux et montent des barricades pour s'opposer plus efficacement aux charges de la police à cheval. Laquelle reçoit souvent l'ordre de tirer dans la foule pour disperser les manifestants coûte que coûte. Car l'état libéral, loin de s'effacer pour laisser libre cours aux interactions individuelles, exerce une répression féroce quand l'activité manufacturière est menacée. (C'est là un des grands angles morts de l'idéologie libérale postulant que l'état est une entrave au marché : pour que se perpétue une dynamique manufacturière reposant largement sur la misère et l'exploitation, l'état doit intervenir, à intervalles réguliers, en se montrant le plus *féroce* possible vis-à-vis des récalcitrants.) Parfois, il arrive aussi que

le propriétaire d'une usine en grève - illégale par nature, puisque la loi l'interdit - recrute des ouvriers et travailleurs de régions avoisinantes que la police escorte jusqu'au lieu de travail.<sup>2</sup>

Ces explosions sociales qui jalonnent le XIX<sup>e</sup> et la première moitié du XX<sup>e</sup> siècles ont plutôt tendance à donner raison aux socialistes les plus sceptiques sur la possibilité de réformer la société de façon pacifique. « Pour que la peur change de camp », il faut souvent défier la police et ne pas reculer devant l'autorité établie. Les classes ouvrières ont pour elles la « force du nombre »... tant que la solidarité et le sentiment d'être unis motivent le moral des troupes.

Malgré leurs rivalités et leurs profondes divergences de vue, les différents courants socialistes (anarchistes, réformateurs, révolutionnaires...) entretiennent tous, chacun à leur manière, la flamme de la révolte et l'espoir de changement sociétaux. Cela passe par la publication de journaux, l'organisation de débats, la tenue de conférences, la mise en place de réseaux d'éducation populaire ou bien encore la communication, d'une région à l'autre, des différentes luttes en cours et de leurs résultats. Cahin-caha, par-delà les protestations liées à des enjeux strictement locaux, émergent des revendications plus générales : modification des lois pour autoriser la constitution de caisses de mutuelles ou la mise en place d'organisations syndicales, élargissement du droit de vote pour tous et toutes, réduction collective du temps de travail, augmentation des salaires, interdiction du travail des enfants, etc.

Ainsi, les différents courants du socialisme vont accompagner le mouvement ouvrier dans la conquête de droits, sociaux et démocratiques, qui vont nécessiter plus d'un siècle de luttes âpres et de rapports de forces pour passer d'un capitalisme d'état purement chrétien-libéral (c'est-à-dire sans aucuns droits collectifs ou démocratiques pour la majorité de la population) à ce qu'on a appelé l'état-Providence, où le droit de vote « universel » va de pair avec un système de redistribution des richesses (justice fiscale, sécurité sociale) et des filets de protection sociale visant à garantir une vie digne à tout le monde. Car oui : si des classes moyennes ont fini par émerger en Occident, si nous avons droit à des congés payés, si nos enfants ne sont plus obligés d'aller à l'usine dès l'âge de six ans, si les personnes âgées peuvent jouir d'un repos bien mérité après des décennies de travail, si nous pouvons nous plaindre des politiciens que nous avons le droit d'élire, si nous pouvons nous faire opérer de l'appendicite ou soigner une maladie chronique sans finir sur la paille, c'est au mouvement ouvrier qu'on le doit !

Un mouvement ouvrier qui a littéralement arraché des droits, individuels et collectifs, des poings fermés d'une bourgeoisie et d'un état qui ne voulaient rien lâcher. À titre d'exemple, vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, quand le mouvement ouvrier obtint les premières diminutions du temps de travail à dix heures par jour, dans un nombre limité de secteurs d'activités particulièrement pénibles, le patronat concerné hurla qu'on voulait sa mort, que le spectre de la faillite les menaçait et que leurs usines n'y survivraient pas, transformant ainsi les hordes de grévistes (ces « classes dangereuses ») en mendiants affamés devant se chercher un nouveau travail. Avec le recul, nous savons que c'est plutôt l'inverse qui s'est passé : en concédant, contre son gré, des réductions collectives du temps de travail jumelées à des augmentations de salaire, le monde patronal a largement bénéficié du « pouvoir d'achat » que les classes moyennes et supérieures ont investi dans d'innombrables activités marchandes (consommation de masse, achat de véhicules, rénovations de la maison, hobbies, sorties, voyages, etc.).

---

<sup>2</sup> Paru aux éditions L'échappée en 2015, le livre d'Anne Steiner « *Le temps des révoltes (une histoire en cartes postales des luttes sociales à la "Belle Époque")* » permet de replonger, par les mots comme par les photos, dans cette longue et douloureuse page d'histoire.

Bizarrement, les partisans du néolibéralisme - synonyme d'un égoïsme généralisé - semblent l'avoir oublié.

---

<sup>i</sup> Les citations de François Quesnay sont extraites de l'ouvrage *Quesnay, Physiocratie*, Paris, Flammarion (collection GF), 2008, pages 69-75.

<sup>ii</sup> Pour une analyse détaillée des liens entre les découvertes de Newton (1642-1727) et la philosophie libérale d'Adam Smith, lire René Passet, *Les grandes représentations du monde et de l'économie (De l'univers magique au tourbillon créateur)*, Paris, 2010, pages 161-242.

<sup>iii</sup> Les citations d'Adam Smith sont extraites des *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, Gallimard (collection Folio essais), 1990 (1<sup>ère</sup> édition originale : 1776), pages 92-93.

<sup>iv</sup> Daté du 5 septembre 1865, le rapport du Dr Bell est cité par Karl Marx dans *Le capital (livre I : le procès de production du capital)*, Paris, Quadrige / Presses Universitaires de France, 1993 (1<sup>ère</sup> publication : 1867), p. 744.

<sup>v</sup> Rey, Alain, *Dictionnaire historique (L'origine et l'histoire des mots racontés par Alain Rey)*, Paris, Édition Le Robert, 2016 (1<sup>ère</sup> édition : 1993), p. 2245.

<sup>vi</sup> Sources : Gabrielle Cadier-Rey, *Saint-Simon veut mettre la France au travail*, article publié dans la revue « Historia Thématique » (« Le socialisme, Des utopistes fondateurs... aux enfants perdus de Jaurès »), mars-avril 2009, pages 10-15 ; Baslé Maurice, Benhamou Françoise, Chavance Bernard, Gélédan Alain, Léobal Jean & Lipietz Alain, *Histoire des pensées économiques (les fondateurs)*, Paris, éditions Sirey, 1988, pages 208-212.

<sup>vii</sup> La citation est extraite de Baslé Maurice & cie, *op. cit.*, p.214.

<sup>viii</sup> Sources : *Ibid.*, pp.212-215 ; Gaston Bordet, *Fourier, apôtre de la société communautaire*, article publié dans la revue « Historia Thématique », *op. cit.*, pp16-17

<sup>ix</sup> Source : Baslé Maurice & cie, *op. cit.*, pp.218-220.

<sup>x</sup> Source : page wikipédia du Familistère de Guise.

<sup>xi</sup> Source : Gaston Bordet, *Proudhon et ses cinq piliers*, article publié dans la revue *Historia*, *op. cit.*, pages 18-19.

<sup>xii</sup> Source : Karl Marx & Friedrich Engels, *Manifeste du parti communiste*, Paris, Livre de Poche, 1973 (1<sup>ère</sup> édition originale ; 1848), p.81.

<sup>xiii</sup> Sources : Gabrielle Cadier-Rey, *Saint-Simon veut mettre la France au travail*, article publié dans la revue « Historia Thématique », *op. cit.*, pages 10-15.